



## 1<sup>re</sup> réunion ordinaire de 2018

### Budget 2018

En dépit de contraintes nouvelles et d'incertitudes au plan national,  
**l'Aube creuse son sillon.**

**Le Département se dote d'un budget ambitieux,  
ancré dans l'action — au quotidien comme au long terme,  
et tourné vers les territoires.**

**En maîtrisant les dépenses de fonctionnement** sans remettre en cause la qualité du service,  
**le Département préserve une forte capacité d'initiative** qu'il utilise pour **continuer à  
investir massivement**, en de nombreux domaines.

Numérique, éducation, culture, accueil touristique... les projets, en cours pour la plupart,  
sont primordiaux pour l'attractivité de l'Aube : **haut débit pour tous, restructuration de 3  
collèges** à Romilly-sur-Seine, à Ervy-le-Châtel et, prochainement, à Sainte-Savine, **extension  
de la Cité du vitrail** (Troyes), construction d'un **bâtiment pour l'école d'ingénieurs ESTP**  
(Troyes), **transformation du village-vacances** de Mesnil-St-Père, etc.

**Outre ses propres chantiers** (collèges, routes, stations nautiques, etc.), **le Département  
accompagne les projets des territoires** (maisons de santé, structures d'accueil de la petite  
enfance, etc.) **et cofinance les équipements des communes** (écoles, piscines, stades, etc.).  
**Garant d'un aménagement équilibré, il contribue à la relance d'activités.**

**Le Département met également en œuvre toutes les solidarités**, dans un contexte où les  
sollicitations ne faiblissent pas : protection de l'enfance, personnes démunies ou sans  
emploi, personnes âgées dépendantes. Et il demeure un **partenaire fidèle des associations.**

Ce budget 2018 est construit **sans augmentation de la fiscalité**, pour la 8<sup>e</sup> année  
consécutive.

# Sommaire

## **Les clés du budget 2018** **page 3**

Une capacité d'investissement préservée, malgré les difficultés	page 3
Une dette toujours maîtrisée	page 4
Fiscalité : le taux inchangé depuis 8 ans	page 4
Contractualisation avec l'État : oui, mais...	page 4
Et toujours un haut niveau d'investissement	page 5
Le Département, main dans la main avec les territoires et les associations	page 6
Les 3 premiers postes du budget 2018	page 7

## **Le Département en actions** **page 8**

Routes, collèges, action sociale : le Département fait plus qu'honorer ses missions	page 8
Très haut débit, tourisme, patrimoine culturel : au nom de de la qualité de vie et de l'attractivité	page 12
Et aussi... : - la sécurité civile, - la sécurité sanitaire, - l'engagement en faveur de la téléphonie mobile.	page 17

# Les clés du budget 2018 du Département

## Une capacité d'investissement préservée, malgré les difficultés

Le budget 2018 du Département s'élève à **347,8 millions d'euros (M€)** :

- **72,3 M€ d'investissement (21 %)**,
- **275,5 M€ de fonctionnement (79 %)**.

Le budget primitif 2018 se caractérise par :

- **un montant supérieur à 2017 (+ 15,5 M€, soit + 4,67 %) qui s'explique par la montée en puissance de certains projets** : vélovoie du tour du lac d'Orient, extension de la Cité du vitrail (Troyes), restructuration des collèges de Romilly-sur-Seine et d'Ervy-le-Châtel, transformation de l'ancien village-vacances de Mesnil-St-Père, etc.
- **des charges sociales incompressibles** :
  - > **RSA (revenu de solidarité active)** : les crédits inscrits, stables par rapport à 2017 en dépit d'un léger reflux du nombre de bénéficiaires, tiennent compte de la majoration à venir de l'allocation (+ 1 % en avril) ;
  - > **APA (allocation personnalisée d'autonomie)** : action soutenue, liée à l'augmentation constante du nombre des plus de 60 ans (+1,5 % par rapport à 2017) ;
  - > **PCH (prestation de compensation du handicap)** : stabilité du nombre de bénéficiaires.
- **un reste à charge, pour le Département, des 3 allocations individuelles de solidarité (RSA, APA, PCH) estimé à 45,1 M€**, du fait de la non compensation intégrale de l'État. Depuis 2008, le cumul des sommes restant à la charge du Département atteint 381 M€, soit un volume 10 % supérieur au volume du budget global du Département pour 2018.
- **des crédits en hausse pour la protection de l'enfance**, liés à l'afflux des mineurs non accompagnés (MNA). En 2 ans (2016-2018), le nombre des jeunes étrangers pris en charge par le Département pourrait doubler : 100 MNA fin 2016, 146 MNA fin 2017, + 50 MNA attendus en 2018.
- **un autofinancement maintenu à un niveau important : 26,3 M€** (excédent entre les recettes et les dépenses de fonctionnement pouvant être affecté à l'investissement).

## Une dette faible, maîtrisée et en baisse

58 M€ en 2015, 61 M€ en 2016, 53 M€ en 2017, 45 M€ anticipés en 2018 (hors emprunt d'équilibre)... la dette reste faible.

Dans l'Aube, en 2017, **le stock de la dette par habitant s'élève à 168 €**, contre 555 € en moyenne dans les Départements de taille comparable (strate 250 000 – 500 000 hab.). **La capacité de désendettement de l'Aube est de moins de 2 années**, contre 7 années en moyenne dans les Départements de taille comparable.

## Pas de hausse de la fiscalité directe, pour la 8<sup>e</sup> année consécutive

Les Aubois ont besoin de disposer déjà pour eux-mêmes de leurs revenus...

C'est pourquoi **le Département de l'Aube n'augmente pas le taux de la taxe foncière en 2018.**

Le taux départemental de la taxe foncière sur les propriétés bâties est donc maintenu à **19,42 %**, soit un **taux inférieur à la moyenne des taux des Départements de taille comparable** (22,1 %).

Le produit fiscal attendu s'élève à 74,4 M€ (taxe, compensations pour exonérations et frais de gestion transférés par l'État). L'ensemble représente à **peine un quart (24,6 %) des recettes de fonctionnement du Département.**

Rappelons que la taxe foncière sur les propriétés bâties est le seul impôt "ménages" perçu par le Département et dont il peut encore moduler le taux.

## Contractualisation avec l'État : une équation à plusieurs inconnues

**Le Département de l'Aube est prêt à contractualiser avec l'État** dans un objectif de maîtrise des dépenses de fonctionnement **à condition :**

- **que l'État s'engage clairement sur :**

- > la compensation du reste à charge lié au surcoût du versement des AIS (*lire p 3*) ;
- > l'amélioration de la prise en charge des MNA (*lire p 3*), relevant davantage de la politique migratoire de l'État que de la réelle protection de l'enfance, mission du Département ;
- > l'année de référence pour la prise en compte des économies déjà réalisées par le Département ;

- **que le dispositif ne constitue pas un frein à l'autonomie de gestion de la collectivité.**

## Et toujours un haut niveau d'investissement

En 2018, le Département compte investir **72,3 M€ (21 % du budget)**. Investir, c'est contribuer à la richesse et à l'attractivité du territoire, et c'est favoriser l'emploi.

En dehors de ses "travaux courants" — entretien des routes et des collèges — et de l'aide financière aux équipements de proximité des communes, le Département financera de nouveaux projets structurants initiés par les territoires (*lire p 6*) et poursuivra les grands projets en cours : restructuration de 3 collèges, très haut débit pour tous, une 2<sup>nd</sup>e caserne de sapeurs-pompiers dans l'agglomération troyenne, construction d'un bâtiment pour l'école d'ingénieurs ESTP, agrandissement de la Cité du vitrail, etc.

Tous ces investissements profiteront en premier chef au secteur du BTP.

Hors dépenses financières, les crédits d'investissement (**64,1 M€**) se répartissent principalement pour :

- **72,1 % en dépenses d'équipement** (études, acquisitions et travaux),
- **24,3 % en subventions et fonds de concours** versés à des tiers, principalement aux communes et structures intercommunales,
- **3,6 % en dépenses d'aménagement et de remembrement.**

Les grands investissements du Département		
	Enveloppe globale	Crédits de paiement 2018
Plan Internet très haut débit Travaux	46,90 M€	5,1 M€
Collèges Études, travaux, dont : • 8,3 M€ pour restructurer 3 collèges : Ervy-le-Châtel*, Romilly-sur-Seine (Paul-Langevin) **, Sainte-Savine*** et lancer un programme de travaux à la cité scolaire de Bar-sur-Aube**** • 0,2 M€ (sur 0,6 M€) pour sécuriser les collèges publics	*6,04 M€ **16,00 M€ ***7,5 M€ ****1,2 M€	8,7 M€
Sapeurs-pompiers : construction d'une 2 <sup>nd</sup> e caserne* dans l'agglomération troyenne, acquisition d'une échelle Études, acquisition	*6,7 M€	0,6 M€
Construction d'un bâtiment pour l'école d'ingénieurs ESTP sur la Technopole de l'Aube Études	12,23 M€	0,70 M€
Agrandissement de la Cité du vitrail – rénovation de l'aile ouest de l'hôtel-Dieu à Troyes Études, travaux	13,40 M€	3,3 M€
Transformation du village-vacances de Mesnil-St-Père Études, travaux	5,00 M€	3,00 M€
Routes départementales		12,3 M€
Sites touristiques du littoral (Parc naturel, Mesnil-St-Père, Dienville, Géraudot et Lusigny), vélovoies Travaux	4,7 M€	1,41 M€
Autres chantiers : Centre sportif de l'Aube, commanderie d'Avallieur, résidence Crous, etc. Travaux		0,41 M€

## Le Département, main dans la main avec les territoires

Alors que certains Départements en sont réduits à ne plus aider, ni les communes, ni les associations, **en 2018, le Département de l'Aube apporte un concours inégalé à l'investissement des collectivités : 11,8 M€, soit près de 20 % des crédits d'investissement, hors dépenses financières.**

**Il cofinance :**

**1- de nombreux équipements de proximité : 5,3 M€ de subventions d'équipement**

dont : 1,67 M€ pour restaurer le patrimoine historique, 2,5 M€ pour les équipements sportifs, socio-éducatifs et socio-culturels, 0,9 M€ pour les constructions et grosses réparations scolaires.

**2- des projets structurants des territoires, à hauteur de 6 M€.**

Lancé à l'automne 2017, ce nouveau programme de soutien (15 M€ sur 3 ans) permettra de concrétiser rapidement 50 à 60 M€ de réalisations répondant à des besoins vitaux : piscine, salle de sport, aménagements urbains, déchèterie, locaux tertiaires et zones d'activités, complexe hôtelier, espace culturel, etc. Initiés par une commune, un groupement de communes ou une association, les projets intéressent plusieurs communes et ont été définis comme prioritaires par les groupements de communes en liaison avec le Département.

**Nouveau !** Dans un esprit de souplesse et de réactivité, **le Département ouvre une ligne de crédit spécifique d'un million d'euros (0,5 M€ de crédits en 2018)**, pour accompagner les territoires dans la réalisation de projets n'entrant dans aucun cadre.

## Le Département, main dans la main avec les associations

Cette année encore, le Département continue à subventionner les associations, acteurs de l'animation locale.

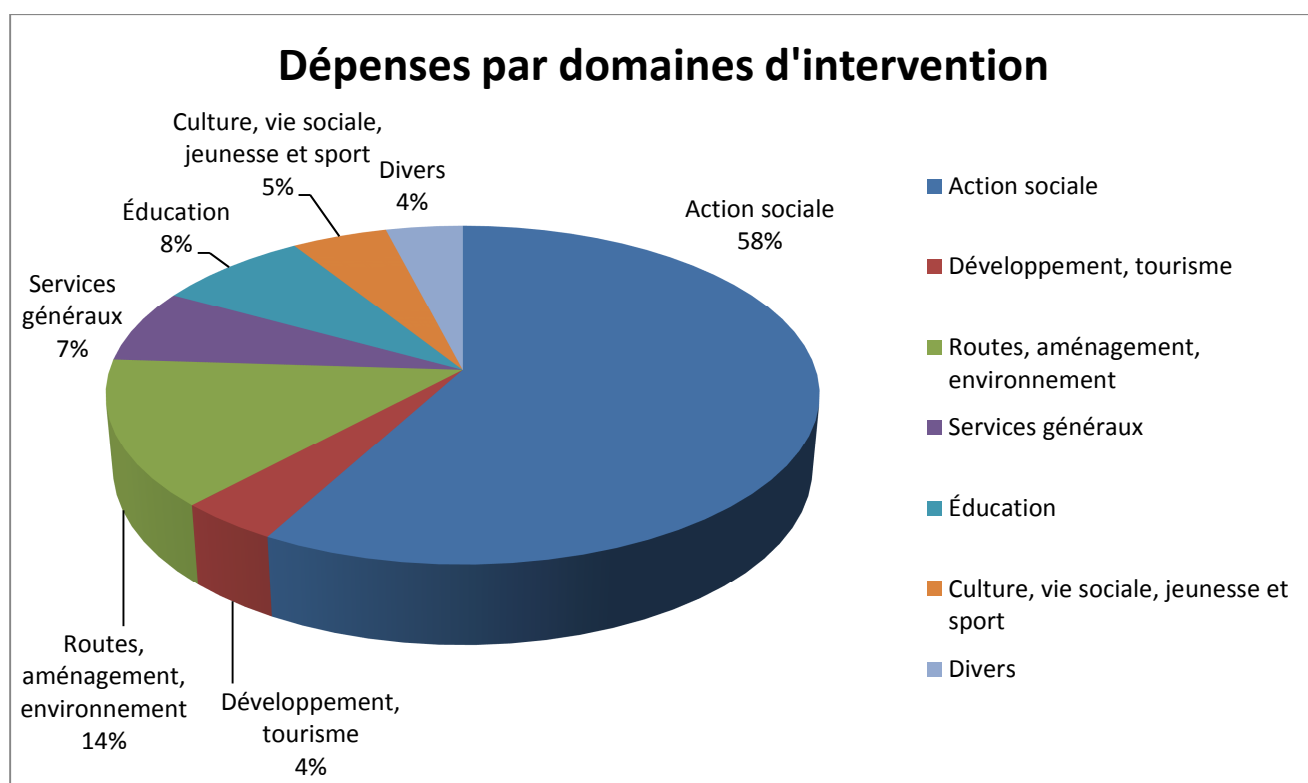
L'enveloppe globale s'élève à 4,3 M€ dont : 1,2 M€ pour le tourisme, 1,3 M€ pour le sport, 1,37 M€ au bénéfice de la culture et de la musique.

**Nouveau ! Il dégage des crédits spécifiques pour aider les associations à financer des investissements** générant des économies de fonctionnement ou permettant de développer leurs activités, et par là-même leur autonomie financière.

## Les 3 premiers postes du budget 2018

- Action sociale	203,5 M€
- Routes, aménagement, environnement	48,8 M€
- Education	29,1 M€

**Avec un budget de 347,8 M€ pour 2018,**  
le Département intervient dans tous les domaines :



## Le Département en actions

### Routes, collèges, action sociale : le Département fait plus qu'honorer ses missions réglementaires

#### Routes : plus de préventif, moins de curatif

En 2018, ce sont 24,6 M€ qui seront consacrés au domaine routier départemental, dont 18,3 M€ d'investissement : 4 500 km de routes, ouvrages d'art et signalisation.

#### C'est nouveau !

##### - + 0,5 M€ pour le programme annuel d'enrobés et d'enduits

Le Département développe les actions préventives, pour réduire les interventions curatives.

##### - + 0,1 M€ pour la signalisation

Le Département poursuit la remise à niveau des panneaux, en régie par ses agents routiers, et envisage de signaler les cours d'eau Aube et Seine. L'État s'est engagé à prendre en charge les travaux de signalisation imposés par la réduction de la vitesse à 80 km/h.

##### - 0,3 M€ de produits thermocollés, pour le marquage de chaussées neuves, sur des axes fréquentés, notamment la rocade de Troyes (gain de productivité, moins de gêne).

##### - 0,26 M€ pour peinture axiale, y compris 400 km de routes étroites à titre expérimental

#### 6 chantiers remarquables en 2018

*Calendriers sous réserve*

##### - rénovation des enrobés de la vélovoie des Lacs, de St-Julien-les-Villas à Dienville

42 km d'enrobés ; 1 km de chaussée en profondeur

coût : 2 M€ - période : mai – octobre (hors vacances scolaires) – par tronçons, depuis St-Julien

##### - traversée d'Arsonval, sur la RD 619

réfection de la couche de roulement

coût : 0,17 M€ - période : mi-mai – 3 jours d'interruption de la circulation

(attention ! travaux de mai à juillet, à l'initiative de la commune)

##### - rénovation du pont sur l'Aube, sur la RD4 à Bar-sur-Aube

mise aux normes des garde-corps, maçonnerie, reprise des trottoirs, réfection de la chaussée

coût : 0,33 M€ - période : juin – août – interruption de la circulation en juillet-août, sauf piétons

##### - rénovation de la RD610, entre La Chapelle-St-Luc et Pont-Ste-Marie

enrobés

coût : 1,1 M€ - période : 1<sup>re</sup> quinzaine d'août – basculement de circulation

##### - sécurisation d'un carrefour sur la RD85 à Messon

création d'un îlot

coût : 0,14 M€ - période : mi-août / mi-septembre

##### - aménagement du carrefour d'accès à l'A5, sur la RD660, à Vulaines

création d'un îlot, recalibrage de la chaussée, réfection de la couche de roulement

coût : 0,22 M€ - période : septembre



## Collèges : donner aux enfants l'envie d'apprendre

Sur les 14 M€ de crédits inscrits au budget pour les collèges, 7,75 M€ sont affectés à la restructuration de 3 établissements :

### - Paul-Langevin à Romilly-sur-Seine (440 élèves)

Lancée fin 2016, la 2<sup>e</sup> phase de travaux a conduit à la démolition de 2 bâtiments pour permettre la construction d'un nouveau bâtiment (dont les travaux sont en cours), qui accueillera des salles de classe et le centre de documentation. Elle devrait s'achever à l'été 2018.

Coût de l'opération : 16 M€ (dont 4,7 M€ de crédits sur 2018), financés par le Département, maître d'ouvrage.

Maîtres d'œuvre : architecte Lenoir et associés – ADS architecture.

Fin prévisionnelle du chantier : 1<sup>er</sup> semestre 2019.

### - Eugène-Belgrand à Ervy-le-Châtel (260 élèves)

L'année 2017 a vu le lancement d'une 1<sup>re</sup> phase de travaux. A l'été 2018, le Département devrait avoir achevé la rénovation des bâtiments abritant l'administration, le foyer, le pôle artistique et la demi-pension.

Une enveloppe globale de 6,9 M€ (dont 3 M€ de crédits sur 2018) a été votée pour ce projet qui comprend aussi la réalisation d'une chaufferie mixte biomasse/fioul, commune au collège, au gymnase intercommunal et au groupe scolaire. Ce dernier équipement pourrait être mis en service à l'automne 2018.

### - **nouveau !** Paul-Langevin à Sainte-Savine (650 élèves)

En 2018, le Département va établir le programme de restructuration de cet établissement, le seul des 25 collèges publics qu'il n'a pas encore rénové, depuis 1986. Une enveloppe de 7,4 M€ est ouverte (0,05 M€ de crédits en 2018).

L'augmentation des effectifs, l'état des bâtiments et le manque d'espaces communs justifient cette opération.

### **Nouveau ! Cité scolaire Gaston-Bachelard à Bar-sur-Aube (1025 élèves, dont 480 collégiens)**

En lien avec la région Grand-Est, le Département souhaite réaliser un nouveau programme de travaux afin de prévenir la dégradation du bâti et assurer un meilleur niveau de confort et de sécurité. Une enveloppe de 1,2 M€ est ouverte (0,6 M€ de crédits en 2018).

### **Nouveau ! Renforcer la sécurité des établissements scolaires**

Dans le cadre d'un plan d'action national, le Département vote une enveloppe de 0,6 M€ (0,2 M€ de crédits sur 2018) pour sécuriser l'accès des collèges et la vie à l'intérieur des établissements. Cette opération est laissée au seul financement du Département.

**Au bénéfice des 25 collèges publics**, le Département inscrit également au budget :

### - 1 M€ de travaux d'entretien

Parmi les opérations les plus marquantes : remplacement des chaudières à Pont-Ste-Marie, fin de la rénovation du gymnase à Brienne-le-Château, enrobés du terrain de sport à Chaource, installation d'un garage à vélos à La Chapelle-St-Luc (Pierre-Brossolette), rénovation des sanitaires à Méry-sur-Seine, aménagement de salles de sciences à Troyes (Jacobins), etc.

## Le Département, chef de file des politiques sociales

En 2018, le Département consacrera **201,3 M€** (frais de personnel inclus), **soit 58 % de son budget, aux actions médico-sociales.**

Les actions médico-sociales du Département s'exercent :

- **au bénéfice de tous, et notamment envers les plus fragiles** (enfants, personnes âgées, personnes handicapées, parents isolés, personnes sans emploi ou tirant un revenu limité de leur activité) ;
- **au plus près des usagers** (7 circonscriptions offrant 60 points d'accueil avec la coopération des communes).

Les actions médico-sociales du Département se traduisent par **quelque 3 200 emplois dans le domaine médico-social**, financés de manière directe ou indirecte par le Département :

- 330 agents de l'administration départementale,
- 270 assistants familiaux,
- 1 687 postes dans les établissements hébergeant les personnes âgées, les personnes en situation de handicap ou les enfants confiés au titre de l'aide sociale à l'enfance ;
- plus de 800 postes équivalents temps plein, pour les prestations à domicile et les aides éducatives aux familles.

## Enfance / famille

**Budget : 34,7 M€.**

L'intervention auprès des enfants et des familles, dès les premiers jours de la vie, mobilise une part importante du budget 2018 d'action sociale du Département.

Au 30 juin 2017, 1 142 enfants étaient confiés au Département (contre 845 en 2012), soit une augmentation de 35 % en 5 ans.

### Quelques données 2016 :

- > Consultations prénuptiales, prénatales et postnatales : 741 femmes enceintes rencontrées (un quart des grossesses), 1 842 visites à domiciles, 17 500 consultations médicales et de puériculture dans les 27 points de consultation (+ 18 %).
- > Actions collectives en prévention précoce autour de la parentalité : 143 demi-journées de groupes parents-enfants et des débats-discussions pour 176 familles et 239 enfants.
- > 2 186 bilans de santé en école maternelle.
- > Planification familiale : 4 219 consultations et 174 interventions collectives, dont 97 demi-journées en milieu scolaire.
- > 31 structures de garde de la petite enfance surveillées et contrôlées (1 172 places).
- > 2 030 assistants maternels offrant 6 932 places.
- > 341 assistants familiaux (dont 269 employés au titre de l'aide sociale à l'enfance), soit une capacité d'accueil de 630 enfants.
- > 1 136 informations préoccupantes enregistrées dont 978 évaluées concernant 943 enfants.
- > 100 jeunes étrangers (MNA) pris en charge — le chiffre devrait doubler d'ici fin 2018.

## Personnes âgées

**Budget : 43,3 M€.**

Les crédits consacrés aux personnes âgées sont en **légère augmentation pour tenir compte de l'augmentation** (+ 1,5 % par rapport à 2017) **de la population des plus de 60 ans.**

- > 8 169 prestations servies en 2016, dont près de la moitié à domicile,
- > Accueil de jour : 72 places dont 65 dédiées aux pathologies de type Alzheimer,
- > Accueil temporaire : 41 places dont 32 dédiées aux pathologies de type Alzheimer,
- > Hébergement permanent en établissement : capacité de 4 118 lits (dont 389 spécialisés Alzheimer, soit + 33 % de capacité par rapport à 2017),
- > 64 places d'hébergement auprès de 29 accueillants familiaux.

Grâce à l'ouverture de près de 600 places, dans le cadre du schéma départemental 2006-2011, **l'Aube affiche le 2<sup>e</sup> meilleur taux d'équipement en lits médicalisés de la région Grand-Est** (114,3 pl/1 000 personnes de plus de 75 ans, contre 100,8/1 000 pour la région et 100,4/1 000 en France).

**Dans le cadre de la Conférence des financeurs qu'il préside, le Département, avec ses partenaires, continue de soutenir des actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie des plus de 60 ans**, grâce notamment aux crédits (0,7 M€ en 2017) versés par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA).

## Personnes en situation de handicap

**Budget : 35,1 M€.**

Prestations, accompagnement des familles et soutien des structures d'hébergement, les crédits 2018, stables par rapport à 2017, favorisent une vie autonome à domicile, quand cela est possible, tout en offrant un panel de formules d'accueil.

- > 1 239 bénéficiaires de prestations à domicile au 31 août 2017,
- > 65 places d'hébergement auprès de 32 accueillants familiaux,
- > 500 places dans 19 foyers ; 58 places en accueil de jour.

## Insertion – RSA (revenu de solidarité active)

**Budget : 60 M€.**

Au 30 octobre 2017, le Département comptait **8 928 allocataires**, dont 1 322 bénéficiant de la majoration d'isolement. **Un chiffre en légère diminution**, puisqu'au 31 janvier 2017, ils étaient 9 246 allocataires.

**Le Département, avec l'aide d'un cabinet spécialisé, a entrepris de réviser l'ensemble de ses politiques d'insertion.** L'objectif est de mieux orienter les demandeurs d'emploi, dès leur entrée dans le dispositif RSA. Il s'agit aussi d'œuvrer plus efficacement pour que les personnes les plus proches de l'emploi profitent au mieux de la reprise économique.

**En 2018, le Département élargit l'expérimentation de "l'accompagnement global"**, testé en 2017 à Troyes et dans le Bar-sur-Aubois. En clair, un binôme, associant un conseiller Pôle emploi et un travailleur social, œuvre pour une meilleure prise en charge des personnes en grandes difficultés sociales — souvent des bénéficiaires du RSA.

Grâce au Fonds d'appui aux politiques d'insertion (Fapi) alloué par l'État (0,3 M€ en 2017), le Département travaille à **la création d'une plateforme visant à coordonner toutes les actions autour de la mobilité**, un préalable indispensable à la reprise d'emploi.

## Enseignement supérieur, très haut débit, tourisme, patrimoine culturel : pour l'attractivité et la qualité de vie

### Enseignement supérieur : soutenir les filières, élargir l'offre

Pour 2017, 4,9 M€ sont inscrits au budget départemental dont :

- **2,1 M€ pour les sites universitaires** (UTT, Centre universitaire de Troyes (CUT), IUT, École supérieure du professorat et de l'éducation (ESPE), Groupe ESC Troyes et ESTP (l'École spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie forme des ingénieurs du bâtiment (construction, ingénierie, aménagement, immobilier et efficacité énergétique).
- **12,23 M€** (dont 0,7 M€ de crédits de paiement en 2018) **pour construire**, sur le campus de la Technopole de l'Aube en Champagne (à proximité de l'UTT et de l'EPF) **un bâtiment dédié à l'ESTP** (4 000 m<sup>2</sup>). En accord avec la Région Grand-Est et Troyes Champagne métropole, le Département sera maître d'ouvrage. Le projet lauréat sera connu dans le courant du 1<sup>er</sup> trimestre 2018, ce qui laisse présager un début des travaux au printemps 2019 pour une livraison fin 2020.

En attendant, depuis la rentrée 2017, l'ESTP s'est installée dans un des hôtels de bureaux de la Technopole de l'Aube en Champagne, aménagé par le Département. L'ESTP-Troyes vise les 300 étudiants à l'horizon 2022.

### Plan très haut débit : la phase 2 bouclée

**La phase 2** du plan Très haut débit conduit par le Département **s'achève**, avec **près de 30 000 nouvelles montées en débit attendues sur le 1<sup>er</sup> semestre 2018**. Ce chiffre s'ajoute aux 11 000 lignes téléphoniques déjà montées en débit durant la phase 1 (2014-2016). 90 % d'entre elles bénéficieront d'un débit supérieur à 8 Mbit/s. Coût de la phase 2 : 30 M€. Coût du plan : 47 M€.

→ Pour connaître la date de montée en débit des communes : <http://numerique.aube.fr>

**En lien avec les intercommunalités, le Département prépare d'ores et déjà la phase 3 — lancée, organisée et coordonnée par la Région Grand-Est — et qui consiste, à partir de 2018, à déployer la fibre jusqu'à la maison (Ftth)**. Fidèle à ses principes, il fera passer en priorité les plus mal loties des communes rurales qui n'ont pas encore bénéficié de la montée en débit. Une centaine de communes seront ainsi prioritaires.

### Meilleure progression en Champagne-Ardenne

L'hôtellerie traditionnelle voit, cette année encore, sa fréquentation progresser : **+ 4 % de nuitées, avec une durée de séjour en hausse de 2,4 %**. L'Aube affiche un taux d'occupation de 57,7 %. Les nuitées en camping progressent de 13 %, celles en gîte, de 2,3 %.

La clientèle française, majoritaire, augmente de 5 %. Du côté de la clientèle étrangère, les Néerlandais sont en forte progression (+ 23 %), ainsi que les Italiens (+ 18 %).

Sans nul doute, **le tourisme aubois a été dopé en 2017 par l'ouverture du musée Camille-Claudel à Nogent-sur-Seine** (plus de 50 000 visiteurs) **et par l'année Renoir** qui a drainé 20 000 visiteurs à Essoyes et plus de 40 000 au musée d'Art moderne à Troyes. Deux événements culturels majeurs que le Département a accompagnés. L'archéologie, objet culturel des années 2018-2019 (*lire p. 15*), devrait trouver son public.

**Itinéraire culturel européen Route des Templiers, passeport vert** (vacances responsables), **Slow Tourisme Lab** (projets touristiques vertueux)... le Comité départemental du tourisme (CDT) de l'Aube ne ménage pas sa peine pour valoriser l'Aube, rurale notamment.

Les efforts du CDT pour développer l'œnotourisme se traduisent par un intérêt certain de la profession : **la côte des Bar totalise 120 prestataires/événements labellisés dont 45 caves labellisées Vignobles & découvertes**.

Pour permettre au CDT de mener à bien ses missions d'animation, de marketing et d'innovation, **le Département fixe à 1,15 M€ sa contribution**. Il convient d'ajouter 0,12 M€ d'aide aux associations de tourisme et au titre des aménagements et équipements touristiques des communes.

### Le Centre de congrès de l'Aube plébiscité

En 2018, le Centre de congrès de l'Aube (Troyes) a accueilli (hors concerts de l'Orchestre symphonique de l'Aube) **50 événements payants** ayant réuni, en moyenne, 260 participants, soit plus **13 000 congressistes** accueillis sur 67 journées (hors montage / démontage).

Deux tiers des congrès comptaient plus de 200 participants. Un tiers, plus de 400 participants. **Près d'un événement sur quatre avait une dimension nationale** ; 4 % des événements, un rayonnement international.

**La clientèle était majoritairement composée d'entreprises privées et d'associations professionnelles**.

L'ensemble des clients ont plébiscité, cette année encore, l'accueil, la disponibilité des équipes et les lieux (fonctionnalité et localisation au centre-ville).

L'activité du Centre de congrès de l'Aube a eu un impact certain sur l'économie locale : environ **7 000 nuitées d'hôtel**, sans compter une activité soutenue pour les restaurateurs, traiteurs, sociétés de sécurité et de nettoyage, etc.

Pour 2018, 30 événements sont confirmés, dont : congrès régional des sapeurs-pompiers et convention autoroutes APRR en mars, Ecole des Neurosciences (Paris) en septembre.

Et quelques beaux congrès d'envergure nationale sont annoncés pour 2019, et 2020.

## Vélovoie du tour du lac d'Orient : enfin !

Attendu de tous, le tour du lac d'Orient se profile. Si la procédure d'expropriation suit son cours, le Département débutera les travaux à l'été 2018. 1,2 M€ de crédits sont inscrits au budget (sur une enveloppe de 4 M€) pour construire et poser la passerelle qui enjambera le canal d'amenée et réaliser une partie de la section Lusigny-sur-Barse / Mesnil-St-Père.

## Littoral des lacs de la forêt d'Orient : un capital à valoriser

Le 1<sup>er</sup> juillet 2016, le Département a repris l'exploitation et l'entretien de l'ensemble des installations sportives et touristiques du bord des lacs de la forêt d'Orient. Cette gestion unique a favorisé de nombreuses améliorations : propreté et embellissement des sites, amélioration de l'accueil et promotion touristique, sécurité des plages et protection de l'environnement, accessibilité (parkings, rampe PMR, etc.), aire de camping-cars, bornes de recharge pour véhicules électriques, etc.

En 2018, le Département passe à la vitesse supérieure. Il souhaite **requalifier l'ensemble des infrastructures et des équipements**. Il ouvre à cet effet une enveloppe de 1 M€ (dont 0,2 M€ de crédits en 2018, pour des études et des travaux).

Dans le même temps, **près de 4 M€ seront investis sur le territoire du parc naturel régional** : subvention au PNRFO, et quelque 1 M€ de travaux (aménagement du brise-vague pour le ski nautique et construction d'un bâtiment technique à Dienville, accès pédalo à Géraudot, brise-clapot et remplacement des pontons devant les clubs à Mesnil-St-Père, reprise de voiries autour de Géraudot, etc.).

## Ancien village vacances de Mesnil-St-Père : un an de travaux

La transformation de l'ancien VVF en complexe hôtelier 3 étoiles est sur les rails, sous la houlette du cabinet d'architecture Hérard et Da Costa. La consultation des entreprises est en cours. Le Département souhaite **ouvrir le chantier au printemps 2018**, pour une durée d'un an. Le programme (4,5 M€) prévoit de **rénovier l'accueil et les espaces extérieurs**, de **réaliser 56 chambres simples et 4 suites de 3 chambres** dans les actuels locaux d'hébergement et de **créer un restaurant** ainsi qu'**une piscine couverte avec un espace de bien-être**. Le Département compte **confier la gestion de ce futur complexe à un prestataire spécialisé**. Pour l'heure, le Département a déjà lancé la réfection des toitures ainsi que la réalisation de 4 logements témoins (3 chambres simples ainsi qu'une suite).

### Une exposition d'envergure autour de l'archéologie

Après l'art au XIX<sup>e</sup> siècle, qui a attiré quelque 120 000 visiteurs confondus au musée Camille-Claudel à Nogent-sur-Seine, à Essoyes et à Troyes (année Renoir, exposition Vincent-Larcher à la Cité du vitrail) — le Département de l'Aube poursuit sa politique de valorisation du patrimoine culturel, avec la production d'un événement d'envergure, avec l'appui scientifique de l'Inrap.

L'exposition "ArkéAube. Des premiers paysans au Prince de Lavau (-5300 / -450) " se tiendra à l'Hôtel-Dieu-Le-Comte à Troyes, du 5 mai au 31 décembre 2018 (ainsi qu'en 2019). Cette grande exposition traitera de l'archéologie de l'Aube à travers 200 objets découverts dans 40 communes du département. Avec, en avant-première, quelques objets issus de la tombe princière de Lavau, découverte majeure déjà inscrite parmi les sites clés représentatifs du 1<sup>er</sup> âge du fer.

Autour de l'exposition : à l'initiative du Département, édition d'un catalogue (460 p. et 524 ill.), organisation d'un cycle de conférences, exposition itinérante, ateliers pédagogiques ; et de nombreuses manifestations proposées par les associations (notamment la Société académique de l'Aube) et les collectivités.

### D'autres événements culturels avec les Archives départementales

Pilote de l'exposition-événement proposée par le Département (*lire ci-dessus*), la direction des Archives et du patrimoine envisage de proposer aux Audois d'autres événements culturels, dans le courant de 2018 : journée d'étude sur la monnaie et le change pendant les foires de Champagne (octobre), conférences, avec le Club XIX<sup>e</sup>, sur la franc-maçonnerie (novembre), échos au cinquantenaire de mai 68 et au bicentenaire de la découverte de l'eau oxygénée par le chimiste auboisi Louis-Jacques Thénard, originaire de La Louptière. Ce service du Département sera également très investi dans l'itinéraire européen Route des Templiers, l'étude préliminaire à la valorisation de la Sainterie de Venduvre-sur-Barse et la poursuite de la restauration du site d'Avallieur (logis et chapelle, cédée par la commune de Bar-sur-Seine).

Les Archives poursuivent leur activité de collecte (130 ml en 2017), de classement (310 à 350 ml), de conservation (dépoussiérage, restauration de sceaux, de fonds d'affiches, de plaques de verre et peintres verriers), de numérisation (presse auboise, reconstruction 1945-1948, etc.) et de mise en ligne (dessins de Charles Fichot, cartes postales, etc.). Enfin, début mars, les Archives rouvriront au public leur salle de lecture réaménagée.



## La Cité du vitrail : déjà 130 000 visiteurs, un chantier qui s'ouvre, et des activités qui se poursuivent

L'année 2018 sera marquée par le démarrage des travaux de restauration de l'hôtel-Dieu à Troyes, qui abritera (à l'horizon 2020) la Cité du vitrail dans sa version XXL. Sur une enveloppe globale de 13,40 M€, 3,3 M€ de crédits sont inscrits à cet effet au budget départemental.

### Avant sa fermeture au public en 2019, la Cité du vitrail maintient ses activités en direction du public :

- **renouvellement de l'exposition permanente** : autour des fabuleux *Triumphes de Pétrarque*, présentation d'un **nouvel ensemble de vitraux provenant également de l'église d'Ervy-le-Châtel** (*verrière de Sainte-Christine-de-Bolsène, verrière de l'histoire de Tobie*) ;
- **3 éclairages sur les vitraux parisiens du XVII<sup>e</sup>, la diffusion des techniques et de l'iconographie en Champagne, l'histoire et l'ornementation de la chapelle de l'Hôtel-Dieu-le-Comte**. Chaque focus est illustré d'une à trois œuvres emblématiques. Au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, les Aubeois auront ainsi plaisir à découvrir le vitrail (déposé) représentant le comte Henri-le-Libéral, ainsi que 3 tableaux, déposés en 2011 et restaurés depuis à l'initiative du Département ;
- **un cycle de conférences**, au Centre de congrès de l'Aube (Troyes), principalement axé sur les créations des XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles ;
- **nouveau ! des ateliers délocalisés**, pour le public scolaire, les personnes âgées hébergées en établissements ou encore les enfants hospitalisés.

**La Cité du vitrail éditera les actes de colloques** s'étant tenus en 2015 et 2016, notamment autour du vitrail contemporain.

L'année 2018 sera également consacrée au **traitement de fonds entrés en 2016-2017** :

- fonds Vinum (don d'Alain Vinum), témoignant de l'activité de 4 générations de peintres verriers aubeois ;
- fonds Raphaël et Gérard Lardeur (peintre verrier français de la 2<sup>nd</sup>e moitié du XX<sup>e</sup> s.) ;
- documentation Wild-Block (700 ouvrages spécialisés et près de 1 000 photos) ;
- fonds Maurice Denis (don, courant 2018, de 3 cartons du peintre, réalisés pour l'église de Villenauxe-la-Grande).

Cet inventaire-traitement se poursuivra en 2019 et 2020.



## Et aussi...

### → + 8,5 % de moyens aux sapeurs-pompiers

En 2018, la contribution financière du Département au budget du Sdis (service départemental d'incendie et de secours) s'élève à **6,44 M€** (un montant stable, par rapport à 2017), auxquels il convient d'ajouter **0,6 M€ de dotations accordées aux communes pour le paiement des allocations de vétérance**, sur le fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle.

Le Sdis de l'Aube gère quelque 2 900 sapeurs-pompiers, dont 136 professionnels et 1 074 sapeurs-pompiers volontaires au corps départemental (1 779 dans les centres de première intervention communaux). Les pompiers de l'Aube ont réalisé 20 718 interventions en 2017, dont 64 % de secours à personnes.

Pour réduire les délais d'intervention et renforcer l'implication des sapeurs-pompiers volontaires de l'agglomération troyenne, **une 2<sup>e</sup> caserne va être construite**, sur un terrain appartenant au Département à **Sainte-Savine, à proximité immédiate de la rocade ouest de Troyes. Le Département est le maître d'ouvrage délégué du Sdis pour cette construction** estimée à 6,7 M€ TTC. 0,9 M€ de crédits de paiement sont inscrits au budget départemental 2018, pour lancer les travaux, début 2019. **Le Département s'est engagé à financer cette réalisation à hauteur de 2,6 M€.**

D'autre part, afin de permettre au Sdis de renouveler progressivement son parc d'échelles aériennes, le Département lui accorde **0,55 M€ pour l'acquisition d'une première échelle. Globalement, la contribution du Département au profit des sapeurs-pompiers augmente de + 8,5 % par rapport à 2017. Le Département s'affirme comme premier financeur du Sdis.**

### → Pylônes de téléphonie mobile : 2 M€ sous réserve

Grâce à l'initiative du Département, 20 communes de l'Aube ont été classées par l'État en zone blanche et peuvent donc espérer, à terme, une meilleure couverture en téléphonie mobile. Des concertations sont en cours entre l'État et les opérateurs. Dans l'hypothèse où la construction des pylônes n'incomberait pas aux opérateurs, le Département ouvre une enveloppe de 2 M€.

### → Le Centre sportif de l'Aube, toujours très prisé

De nombreuses équipes nationales dans quelque 32 disciplines (basket, escrime, handball, judo, etc.) s'entraînent sur le site de Troyes qui comptabilise 26 000 nuitées. En projet, en 2018, la venue de la ligue de foot de Guadeloupe.

Depuis l'aménagement d'une rampe d'accès, le site troyen du Centre sportif de l'Aube a les faveurs de la fédération nationale de handisport. L'équipe de France de boccia (discipline paralympique) y a organisé en novembre 2017 son championnat de France.

À Mesnil-St-Père la résidence du lac d'Orient, labellisée Hébergement pêche, Motard bienvenue et Vélo en Champagne, voit aussi sa fréquentation progresser (6 500 nuitées).

## → Laboratoire départemental : performant, adapté aux besoins et essentiel pour la sécurité alimentaire et la santé animale

Dans un souci continu de réduction et d'optimisation de ses dépenses de fonctionnement, l'Aube s'interroge, depuis plusieurs années, sur l'opportunité de garder son laboratoire départemental d'analyses vétérinaires et alimentaires. Les récentes crises sanitaires (grippe aviaire, lait contaminé...) plaident en faveur de son maintien.

**Certes, le Laboratoire fonctionne, chaque année, grâce à une subvention d'équilibre du Département (0,5 M€), mais les enjeux de santé publique justifient cette solidarité financière.**

Dans les départements où le Laboratoire a fermé, il est constaté des problèmes, en matière de prévention et de lutte contre les zoonoses susceptibles d'entraîner des épidémies au sein de la population, ainsi qu'une perte d'informations sur les spécificités locales des territoires. Normes, maintenance des locaux et des matériels, maintien des compétences et de l'accréditation... le Laboratoire supporte des frais fixes élevés incompressibles. Son activité dépend en grande partie de prescriptions de l'État. Enfin, en matière de recettes, il convient de valoriser les prestations réalisées au bénéfice de services du Département (cantines des collèges publics, Archives départementales, Centre sportif de l'Aube).

### **Le Laboratoire en chiffres**

> 13 agents

> budget : 1 M€

> santé animale : 50 % du CA, 1 200 clients, près de 90 000 animaux suivis, 46 000 analyses

> sécurité alimentaire : 50 % du CA, 350 clients, 7 856 autocontrôles dont 916 dans les collèges.

*(données 2016)*